

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>17.04.2024</b>
Thema	<b>Verkehr und Kommunikation</b>
Schlagworte	<b>Post und Telekommunikation, Wettbewerb</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Postulat</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Bieri, Niklaus  
Freymond, Nicolas  
Füzesséry, Alexandre  
Schär, Suzanne  
Terribilini, Serge

## Bevorzugte Zitierweise

Bieri, Niklaus; Freymond, Nicolas; Füzesséry, Alexandre; Schär, Suzanne; Terribilini, Serge 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Verkehr und Kommunikation, Post und Telekommunikation, Wettbewerb, Postulat, 1991 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 17.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Infrastruktur und Lebensraum</b>	1
Verkehr und Kommunikation	1
Eisenbahn	1
Post und Telekommunikation	1

## Abkürzungsverzeichnis

<b>UVEK</b>	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
<b>BAFU</b>	Bundesamt für Umwelt
<b>KVF-NR</b>	Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen des Nationalrates
<b>KVF-SR</b>	Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen des Ständerates
<b>BAKOM</b>	Bundesamt für Kommunikation
<b>NEAT</b>	Neue Eisenbahn-Alpentransversale
<b>IKT</b>	Informations- und Kommunikationstechnologien
<b>FMG</b>	Fernmeldegesetz
<b>PTT</b>	Post-, Telefon- und Telegrafienbetriebe
<b>ComCom</b>	Eidgenössische Kommunikationskommission
<b>WEKO</b>	Wettbewerbskommission

---

<b>DETEC</b>	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
<b>OFEV</b>	Office fédéral de l'environnement
<b>CTT-CN</b>	Commission des transports et des télécommunications du Conseil national
<b>CTT-CE</b>	Commission des transports et des télécommunications du Conseil des Etats
<b>OFCOM</b>	Office fédéral de la communication
<b>NLFA</b>	Nouvelle ligne ferroviaire à traverser les Alpes
<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>LTC</b>	Loi sur les télécommunications
<b>PTT</b>	Postes, téléphones, télégraphes
<b>ComCom</b>	Commission fédérale de la communication
<b>COMCO</b>	Commission de la concurrence

# Allgemeine Chronik

## Infrastruktur und Lebensraum

### Verkehr und Kommunikation

#### Eisenbahn

POSTULAT  
DATUM: 10.06.1995  
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Le Conseil national a également transmis un postulat Strahm (ps, BE) priant le gouvernement de prendre des mesures pour que l'adjudication publique et la passation des mandats concernant les NLFA se fassent de manière à permettre le jeu de la libre concurrence. L'auteur du postulat invite également l'exécutif à examiner les possibilités permettant une gestion rationnelle des risques ainsi que celles concernant l'institution d'une responsabilité solidaire entre les différents fournisseurs par le biais d'un consortium.<sup>1</sup>

#### Post und Telekommunikation

POSTULAT  
DATUM: 23.05.1991  
SERGE TERRIBILINI

Le système du courrier A et B est entré en vigueur le 1er février. Son principe consiste en un affranchissement de 80 centimes pour une distribution de l'envoi le lendemain et de 50 centimes pour les jours suivants (deux ou trois jours). Ressenti essentiellement comme une augmentation, il a suscité de nombreuses protestations de la part de particuliers ou d'entreprises, qui l'ont accusé de mal fonctionner, de créer un chaos au tri ou de provoquer de nombreux retards. Pour sa part, le Conseil national a transmis le postulat Zbinden (pdc, FR), cosigné par 105 députés, invitant le gouvernement à désapprouver le système du courrier A et B. Plusieurs parlementaires ont prétendu que ce système faisait perdre du temps, ne fonctionnait pas, compliquait le traitement du courrier et ne représentait qu'un impôt déguisé.<sup>2</sup>

POSTULAT  
DATUM: 20.03.1992  
SERGE TERRIBILINI

Le Conseil national a transmis le postulat Zisyadis (pdt, VD) qui demande au gouvernement d'élargir la zone lausannoise dans laquelle les employés PTT peuvent bénéficier d'une allocation complémentaire à l'indemnité de résidence.<sup>3</sup>

POSTULAT  
DATUM: 23.03.2007  
NICOLAS FREYMOND

Lors de la session de printemps, le Conseil national a approuvé sans discussion un postulat du groupe radical-libéral demandant au Conseil fédéral de présenter un rapport sur l'avenir de la Poste dans un marché libéralisé. Le gouvernement doit notamment étudier les effets d'une libéralisation totale du marché postal sur l'ensemble des acteurs concernés (la Poste et ses concurrents, ainsi que leurs clients). Le rapport doit également proposer une définition du service public compatible avec un marché totalement libéralisé et évaluer les avantages et inconvénients d'une privatisation de la Poste.<sup>4</sup>

POSTULAT  
DATUM: 04.10.2007  
NICOLAS FREYMOND

Le Conseil national s'est saisi des motions adoptées par le Conseil des Etats l'année précédente suite au refus d'entrer en matière sur le projet gouvernemental de privatisation de Swisscom. À la session de printemps, la Chambre basse a approuvé sans discussion un postulat de sa commission demandant au Conseil fédéral de présenter un rapport sur les questions figurant dans les motions Escher (pdc, VS) (06.3306), Lombardi (pdc, TI) (06.3168) et Pfisterer (prd, AG) (06.3246). Lors de la session d'automne, le plénum a encore suivi sa CTT en rejetant les motions Lombardi et Pfisterer, rendues caduques par le postulat, mais s'est par contre rallié à la minorité de la commission en décidant, par 74 voix contre 68, de transmettre au Conseil fédéral la motion Escher (pdc, VS) avec le mandat de présenter un projet garantissant le service universel sur l'ensemble du territoire national et le maintien de Swisscom sous le contrôle d'investisseurs suisses. Cette courte majorité, issue des rangs radicaux, démocrates-chrétiens et UDC, a estimé que le postulat de la CTT-CN ne respectait pas la volonté des motionnaires de progresser sur la voie de la privatisation, tandis qu'en face socialistes et écologistes ont vainement dénoncé une tentative de contournement du refus exprimé par le parlement l'année précédente.<sup>5</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 08.09.2009  
NICOLAS FREYMOND

Les chambres ont débattu du **développement du marché suisse des télécommunications**. Le Conseil des Etats a discuté une motion Forster-Vannini (plr, SG) (08.3639) demandant une révision partielle de la loi sur les télécommunications (LTC) afin de renforcer les compétences de l'autorité de régulation, la commission de la communication (Comcom), en matière de contrôle de la concurrence. Concrètement, cette proposition vise à passer d'un mode de régulation ex post à un mode ex ante en permettant à la Comcom de s'autosaisir lorsqu'elle constate des pratiques irrégulières, selon la recommandation émise l'année précédente par la commission de la concurrence (Comco) et le surveillant des prix. Partageant la préoccupation de la motionnaire de garantir une concurrence effective, la CTT-CE a toutefois jugé inadéquat de procéder à un changement radical du mode de régulation avant même d'avoir pu faire le bilan de la mise en œuvre des dispositions révisées de la LTC. Aussi a-t-elle déposé un postulat confiant au Conseil fédéral la tâche de présenter un rapport complet sur la libéralisation du marché des télécommunications afin d'évaluer l'efficacité du dispositif actuel et l'opportunité de réviser la législation. Les sénateurs n'ont que partiellement suivi leur CTT, puisqu'ils ont approuvé tant le postulat que la motion. Le Conseil national a quant à lui suivi l'avis de sa CTT et massivement rejeté la motion, par 141 voix contre 21. (Concernant la précédente révision de la LTC, voir ici.)<sup>6</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 15.03.2011  
SUZANNE SCHÄR

Nachdem der Ständerat 2009 ein Postulat Janiak (sp, BL) (09.3074) zur Überprüfung der **Frequenzreserven für Radio und TV** auf Basis des Radio- und Fernseh- sowie des Fernmeldegesetzes noch abgelehnt hatte, überwies der Nationalrat mit 116 zu 45 Stimmen im März des Berichtsjahrs den gleichlautenden Vorstoss Leutenegger (fdp, ZH). Der Bundesrat wies vergeblich darauf hin, dass eine Überprüfung des UKW-Frequenzbereichs und der Möglichkeiten des DAB+-Sendernetzes bereits stattgefunden hätten. (Zum Konzessionierungsverfahren von 2009 siehe hier.)<sup>7</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 17.06.2011  
SUZANNE SCHÄR

Im Sommer überwies der Nationalrat stillschweigend ein im April eingereichtes Postulat Amherd (cvp, VS), das die Schaffung von **Transparenz bei der Planung und beim Bau der Breitbandinfrastruktur** forderte. Eine staatlich koordinierte Investitionsplanung, die einer staatlich garantierten Grundversorgung gleichkommt, soll die Entwicklung eines digitalen Grabens zwischen zentralen und peripheren Lagen verhindern helfen und wettbewerbsregulierend eingreifen. In seiner Antwort auf das Postulat wies der Bundesrat auf die geplante Schaffung einer Arbeitsgruppe unter der Leitung des Bakom hin, die sich breitabgestützt mit der Thematik befassen soll. Im Frühsommer lud das Amt Netzbetreiber, Verbände, Gemeinden, Elektrizitätswerke, Regionen und Kantone zur Mitarbeit in der Arbeitsgruppe NGA (next generation access) ein.<sup>8</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 23.12.2011  
SUZANNE SCHÄR

In der Frühlings- und in der Dezembersession nahm der Nationalrat stillschweigend zwei Postulate an, die den Schutz der digitalen Infrastruktur einerseits und den Schutz ihrer Nutzer andererseits forderten. Ein Postulat Darbellay (cvp, VS) wünschte – unter Einbezug aller Sicherheitskräfte, einschliesslich der Armee – die Erarbeitung eines Konzepts zum Schutz der digitalen Infrastrukturen der Schweiz. Das Postulat Schmid-Federer (cvp, ZH) (11.3906) verlangte vom Bundesrat die **Prüfung eines umfassenden Grundlagengesetzes für die Datenverkehrsnetze** (IKT-Grundlagengesetz).<sup>9</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 28.09.2012  
NIKLAUS BIERI

Ein im Juni des Berichtsjahres eingereichtes Postulat Noser (fdp, ZH) beauftragt den Bundesrat, dem Parlament einen Bericht über die **Entwicklungsmöglichkeiten im Mobilfunk** vorzulegen. Ein Augenmerk soll dabei auf die rechtlichen Rahmenbedingungen gelegt werden, speziell auf die Vereinbarkeit von Raumplanung und Umweltschutz mit der Errichtung einer modernen Mobilfunkinfrastruktur. Der Nationalrat überwies das Postulat im September des Berichtsjahres diskussionslos.<sup>10</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 20.06.2014  
NIKLAUS BIERI

Ein im März 2014 im Nationalrat eingereichtes Postulat der FDP-Liberalen-Fraktion beauftragt den Bundesrat zu prüfen, ob eine Anpassung der Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung (NISV) den **Ausbau der Mobilfunkversorgung** verbessern könnte. Durch die in der Schweiz sehr tiefen Strahlungsgrenzwerte werde einerseits der Mobilfunknutzer einer höheren Strahlenbelastung ausgesetzt, weil die Geräte mehr leisten müssen, andererseits werden wegen der tiefen Grenzwerte viele Antennen benötigt, um das ständig wachsende Datenvolumen zu bewältigen. Mit

weniger strengen Grenzwerten (welche vergleichbar wären mit jenen unserer Nachbarländer) wären weniger Antennen nötig und die Strahlenbelastung würde für die Nutzer sinken. In seiner Stellungnahme wies der Bundesrat auf ein überwiesenes Postulat Noser (fdp, ZH) von 2012 hin, bei dessen Beantwortung der Bundesrat auch auf die im vorliegenden Postulat gestellten Fragen eingehen werde. Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulates und der Nationalrat folgte diesem Antrag diskussionslos.<sup>11</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 03.06.2015  
NIKLAUS BIERI

Ein Postulat der KVF-SR bezüglich der **Mobiltelefonie-Gebühren** und insbesondere auch der Roaming-Gebühren hatte Anliegen zweier Motionen aufgenommen (Motionen Wyss (sp, BE; Mo. 11.3524) und Fuchs (svp, BE; Mo. 11.3472), welche sistiert worden waren. Das Postulat wurde im März 2013 angenommen, im November 2014 legte der Bundesrat den «Fernmeldebericht 2014 zur Entwicklung im schweizerischen Fernmeldemarkt und zu den damit verbundenen gesetzgeberischen Herausforderungen» in Erfüllung des Postulats vor. Bezüglich Roaming stellte der Bundesrat darin fest, dass gegenwärtig «vieles im Fluss» sei und sich eine Preisregulierung nicht aufdränge. Im Juni 2015 schrieb der Ständerat das Postulat auf Antrag des Bundesrates ab.<sup>12</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 14.09.2015  
NIKLAUS BIERI

Die KVF-NR wollte, dass der Bundesrat prüfe, wie ein **massvolles Angebot an Drittprodukten der Schweizerischen Post** gestaltet sein könnte. Die Kommission störte sich daran, dass die Drittprodukte (Produkte, die keinem postalischen Zweck dienen) in den Poststellen überhand nähmen. Der Bundesrat wies darauf hin, dass die Poststellen defizitär seien und der Verkauf von Drittprodukten es der Post erlaube, auf Tarifmassnahmen zu verzichten. Trotzdem zeigte sich der Bundesrat offen für das Anliegen und beantragte die Annahme des Postulats. Der Nationalrat folgte diesem Antrag im September 2015 stillschweigend.<sup>13</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 07.06.2016  
NIKLAUS BIERI

Der Bundesrat legte im Februar 2015 einen Bericht über **zukunftsstaugliche Mobilfunknetze** vor und erfüllte damit die Aufträge der Postulate Noser (fdp, ZH) (12.3580) und FDP-Liberale Fraktion (14.3149). Im Juni 2016 schrieb der Nationalrat das Postulat der FDP-Liberale Fraktion ab.<sup>14</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 07.06.2016  
NIKLAUS BIERI

Ein von Nationalrätin Gilli (gp, SG) 2009 eingereichtes Postulat zum **Monitoring von elektromagnetischen Feldern** war im April 2011 angenommen worden: Nachdem UVEK-Vorsteherin Leuthard auf die Ängste der Bevölkerung vor der nichtionisierenden Strahlung hingewiesen hatte und bestätigte, dass das BAFU ein solches Monitoring zwar vorgesehen hatte, aus Spargründen jedoch nicht umsetzen konnte, nahm die grosse Kammer das Postulat mit 124 zu 47 Stimmen an. 2015 publizierte der Bundesrat in Erfüllung des Postulats ein Konzept für das Monitoring der nichtionisierenden Strahlung. Darin zeigte der Bundesrat auf, dass die technischen Mittel vorhanden seien, die Finanzierung angesichts der geschätzten Kosten von CHF 7 Mio. für den Aufbau und den Betrieb während zehn Jahren jedoch ungewiss sei. 2016 beantragte der Bundesrat die Abschreibung des Postulats und der Nationalrat stimmte diesem Antrag im Juni 2016 stillschweigend zu.<sup>15</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 14.06.2016  
NIKLAUS BIERI

Ständerat Eder (fdp, ZG) wollte wissen, welche Auswirkungen die **Abschaltung der analogen Telefonanschlüsse** auf Lifttelefone und andere Alarmsysteme haben wird. Mit einem Postulat beauftragte er den Bundesrat, diese Auswirkungen abzuklären und zu untersuchen, ob die Grundversorgungskonzessionärin verpflichtet werden könne, die analoge Infrastruktur für maximal fünf Jahre weiter in Betrieb zu halten. Der Bundesrat legte in seiner Stellungnahme vom Mai 2016 dar, dass technische Lösungen zu diesem Problem existierten und es Sache der privaten Nutzer sei, diese Lösungen anzuwenden. Der Bundesrat empfahl das Postulat zur Ablehnung, der Ständerat nahm es aber mit 18 zu 15 Stimmen bei 2 Enthaltungen an.<sup>16</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 16.06.2016  
NIKLAUS BIERI

Mit einem im Februar 2016 eingereichten Postulat forderte die KVF-NR den Bundesrat auf, im Rahmen der geplanten Revision des Raumplanungsgesetzes (RPG) aufzuzeigen, wie zukunftstaugliche Mobilfunknetze gebaut werden können. Insbesondere soll geprüft werden, wie das **Baubewilligungsverfahren für Mobilfunkantennen** vereinfacht und beschleunigt werden kann, da beispielsweise für die Sicherstellung der Funktionalität des Netzes entlang der Hauptverkehrsachsen Anlagen auch ausserhalb der Bauzone errichtet werden müssen. Der Bundesrat beantragte, das Postulat abzulehnen, weil eine breite Revision des Raumplanungsgesetzes im Moment nicht durchführbar sei und das Postulat falsche Erwartungen wecke.

Der Nationalrat debattierte im Juni 2016 über das Postulat und die Motion KVF-NR (16.3007) und nahm das Postulat entgegen des bundesrätlichen Antrags mit 94 zu 90 Stimmen (2 Enthaltungen) knapp an.<sup>17</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 09.12.2016  
NIKLAUS BIERI

In Erfüllung des Postulats der KVF-NR zum **massvollen Angebot an Drittprodukten der Schweizerischen Post** legte der Bundesrat im Dezember 2016 seinen Bericht vor. Er kommt darin zum Schluss, dass aufgrund einer Neupositionierung des Drittproduktesortiments durch die Post kein weiterer Handlungsbedarf bestehe. Zudem hält der Bundesrat fest, dass sich die Forderungen nach dem Erhalt der Poststellen und nach einem möglichst schlanken Drittprodukteangebot widersprechen würden. Die Post solle weiterhin selbständig entscheiden dürfen, welches Angebot in ihren Poststellen sinnvoll sei.<sup>18</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 08.06.2017  
NIKLAUS BIERI

Nachdem der Ständerat das Postulat Eder (fdp, ZG) bezüglich der Auswirkungen der **Abschaltung der analogen Telefonanschlüsse** auf Lift- und Alarmsysteme im Juni 2016 überwiesen hatte, legte der Bundesrat bereits im Dezember den geforderten Bericht vor. Der Bundesrat stellte darin fest, dass die Anliegen des Postulanten eingehend geprüft worden waren, aber kein Handlungsbedarf festgestellt wurde. So seien sowohl bei Lifttelefonen als auch bei Alarmanlagen mobile Lösungen vorhanden, welche die Anforderungen an die Stromautonomie erfüllen. Der Ständerat schrieb das Postulat im Juni 2017 ab.<sup>19</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 08.03.2018  
NIKLAUS BIERI

„**Zukunft des Postnetzes geht uns alle an!**“ hatte Nationalrat Reynard (sp, VS) im Dezember 2016 festgehalten und ein Postulat eingereicht, welches vom Bundesrat verlangt, Massnahmen zum Einbezug sämtlicher betroffener Parteien in die Gespräche über die Zukunft des Postnetzes zu prüfen. Als betroffene Parteien wurden insbesondere Anwohnerinnen und Anwohner, Gemeinden, Kantone und Gewerkschaften genannt.

Als der Nationalrat das Postulat Reynard im März 2018 behandelte, bezeichnete es Bundesrätin Leuthard als „längst überholt“: Eine entsprechende Arbeitsgruppe sei seit einem Jahr an der Arbeit, die Gemeinden seien integriert. Dieser Hinweis der Postministerin vermochte jedoch nicht zu überzeugen – der Rat nahm das Postulat mit 128 zu 63 Stimmen (2 Enthaltungen) an.<sup>20</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 05.06.2018  
NIKLAUS BIERI

Nachdem der Bundesrat im Dezember 2016 ein Postulat KVF-NR für ein **massvolles Angebot an Drittprodukten bei der Schweizerischen Post** mit einem Bericht beantwortet hatte, schrieb der Nationalrat das Postulat im Juni 2018 auf Antrag des Bundesrates ab.<sup>21</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 04.06.2019  
NIKLAUS BIERI

Die Debatte um die **strategische Ausrichtung der Post** müsse weiter gefasst werden, als nur bis zur Umgestaltung von Poststellen in Agenturen. Mit einem schon im Juni 2017 eingereichten Postulat wollte Nationalrat Béglé (cvp, VD) den Bundesrat beauftragen, gemeinsam mit der Post deren strategische Ausrichtung zu prüfen, wobei es um die Digitalisierung der Dienstleistungen, neue Geschäftsfelder, strategische Partnerschaften, Joint Ventures und Übernahmen gehen sollte, damit die Post auch langfristig erfolgreich existieren könne.

Der Bundesrat verwies in seiner Antwort vom August 2017 auf bereits eingeleitete Massnahmen und eingegangene Joint Ventures, sowie laufende Versuche in neuen Geschäftsfeldern (beispielsweise E-Voting) und befand, es gebe keinen weiteren Handlungsbedarf.

Als das Postulat im Juni 2019 im Nationalrat behandelt wurde, hielt Bundesrätin



Sommaruga fest, der Bundesrat und die Post seien sich der Herausforderungen bewusst und arbeiteten in diesem Sinne, weshalb es das Postulat nicht brauche. Mit 82 zu 105 Stimmen (4 Enthaltungen) wurde das Postulat in der grossen Kammer abgelehnt.<sup>22</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 12.09.2019  
NIKLAUS BIERI

Die KVF-NR ging in ihrem Postulat «**Längerfristige Weiterentwicklung des Zugangs zu Dienstleistungen der postalischen Grundversorgung**» auf diverse Fragen ein, die sich bezüglich der Entwicklung des Poststellennetzes und der Umsetzung der ab 1. Januar 2019 geltenden Erreichbarkeitskriterien postalischer Dienstleistungen stellten. Es sei nicht vertrauensbildend, sagte Nationalrat Egger (csp, VS) für die Kommission im Plenum, als das Postulat im September 2019 im Nationalrat behandelt wurde, wenn die Planung der Post zum Poststellennetz bis 2020 bekannt sei und darüber hinaus nicht – «Wir hätten hier eigentlich sehr gerne mehr Klarheit», befand Nationalrat Egger. Mit dem Postulat wurde der Bundesrat aufgefordert, bei der Post eine längerfristige Planung des Zugangs zu Dienstleistungen einzufordern. Auch über die Möglichkeiten der Umsetzung der Standesinitiative Jura und der Motionen Clottu (svp, NE; Mo. 14.4075) und Maire (sp, NE; Mo. 14.4091) sollte die Planung Auskunft geben. Der Bundesrat hatte die Annahme des Postulats beantragt und die grosse Kammer nahm das Anliegen ihrer Kommission diskussions- und oppositionslos an.<sup>23</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 05.12.2019  
NIKLAUS BIERI

Mit einem Postulat griff Ständerätin Brigitte Häberli-Koller (cvp, TG) im September 2019 die Frage nach einem **nachhaltigen Mobilfunknetz** auf. Ein solches müsse einerseits einen optimalen Strahlenschutz gewährleisten, andererseits müsse die Einführung von 5G und nachfolgender Technologien «innert vernünftiger Zeiträume» sichergestellt sein. Weiter fragte die Postulantin nach den Vor- und Nachteilen eines einheitlichen Mobilfunknetzes gegenüber der heutigen Situation mit drei Anbietern sowie nach der Förderung der Datenübertragung über das Glasfasernetz. Ähnliche Fragen hatte die Postulantin bereits in einer Interpellation (Ip. 19.3169) gestellt, war aber mit den Antworten des Bundesrates nicht zufrieden. Weil auch in der Gesellschaft nach wie vor kontrovers über die Einführung von 5G diskutiert werde, seien diese Fragen sehr wichtig.

Der Bundesrat nahm im November 2019 Stellung zum Postulat und verwies dabei auf den Bericht über «zukunftsstaugliche Mobilfunknetze» von 2015 und auf die abgeschlossene Revision des Fernmeldegesetzes, in welcher ein Antrag zur Priorisierung der kabelbasierten Versorgung abgelehnt worden war. Weiter wurde auf die laufenden Arbeiten der von der damaligen Bundesrätin Leuthard eingesetzten Arbeitsgruppe «Mobilfunk und Strahlung» hingewiesen. Ein weiterer Bericht sei nicht nötig, weshalb der Bundesrat die Ablehnung des Postulats beantragte.

Im Dezember 2019 behandelte der Ständerat das Geschäft und die Postulantin bedankte sich bei der anwesenden Bundesrätin Sommaruga zuerst für den Bericht der Arbeitsgruppe Mobilfunk und Strahlung, der die Fakten zum Mobilfunk umfassend aufzeige. Darüber hinaus fehle aber die Diskussion über mögliche Konzepte für die Zukunft des Mobilfunknetzes. Die von ihrem Postulat aufgeworfenen Fragen würden sich im Anschluss an den vorhandenen Bericht klären lassen, gingen aber deutlich über diesen hinaus. Diese Sicht vertrat eine Mehrheit im Saal: Der Ständerat nahm das Postulat mit 25 zu 16 Stimmen (keine Enthaltungen) an.<sup>24</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 20.12.2019  
NIKLAUS BIERI

Das 2016 angenommene Postulat KVF-NR betreffend die **Baubewilligungsverfahren für Mobilfunkantennen** fand Eingang in die Teilrevision des Raumplanungsgesetzes, wo es auch generell um Bauten ausserhalb der Bauzone ging. Zwar hielt der Bundesrat in der Botschaft zur Teilrevision fest, dass Lockerungen im Baubewilligungsverfahren für Mobilfunkantennen gemäss dem Postulat geprüft worden seien, diese jedoch als nicht vereinbar mit der Stossrichtung der Revision angesehen würden. Nichtsdestotrotz beantragte der Bundesrat die Abschreibung des Postulats. Am 3. Dezember 2019 beriet der Nationalrat über die 2. Etappe der Teilrevision des Raumplanungsgesetzes und beschloss, nicht darauf einzutreten. Am 20. Dezember kam der Rat kurz auf das Geschäft zurück: Es galt, über die in der Botschaft gestellten Anträge auf Abschreibung mehrerer Geschäfte zu befinden. Der Nationalrat stimmte den beantragten Abschreibungen in globo still zu und schrieb damit auch das Postulat KVF-NR über das Baubewilligungsverfahren für Mobilfunkantennen ab.<sup>25</sup>

---

1) BO CN, 1995, p. 2208

- 2) BO CN, 1991, p. 1990; Presse du mois de janvier et du 8.3.91; NZZ, 8.2. et 4.3. et 29.5.91.; Bund, 22.2.91; LNN, 28.2.91; Express, 16.3.91; Suisse, 24.3.91; SHZ, 28.3. et 23.5.91.
- 3) BO CN, 1992, p. 631
- 4) BO CN, 2007, p. 576.
- 5) BO CN, 2007, p. 575 (postulat) et 1688 ss. (motions).
- 6) BO CE, 2009, p. 57 ss.; BO CN, 2009, p. 1357 ss.; NZZ, 5.3.09 (CE).
- 7) AB NR, 2011, S. 402 f.
- 8) AB NR, 2011, S. 1268; NZZ, 18.5.11.
- 9) AB NR, 2011, S. 531, 2266.
- 10) AB NR, 2012, S. 1797.
- 11) AB NR, 2014, S. 1278.
- 12) Bericht BR vom 19.11.14; Bericht BR vom 6.3.15
- 13) AB NR, 2015, S. 1533
- 14) Bericht BR
- 15) AB NR, 2011, S. 584 f.; BBI, 2016, S. 2893 ff.; Bericht BR vom 18.12.15
- 16) AB SR, 2016, S. 499f.
- 17) AB NR, 2016, S. 1129 ff.
- 18) Bericht BR
- 19) Bericht BR
- 20) AB NR, 2018, S. 318 f.
- 21) BBI, 2018, S. 2253 ff.
- 22) AB NR, 2019, S. 843 f.
- 23) AB NR, 2019, S. 1518 f.
- 24) AB SR, 2019, S. 1083 f.
- 25) AB NR, 2019, S. 2423